



PRÉFET DU GERS

Préfecture
Secrétariat Général
Direction des Libertés Publiques et des Collectivités Locales
Bureau du Droit de l'Environnement
n° 32-2017-10-10-001

**Arrêté préfectoral
de mise en demeure pris à l'encontre de la société Les Vignerons du Gerland,
pour les activités de vinification et de traitement d'effluents aqueux qu'elle exploite,
route de Nogaro, sur le territoire de la commune d'Eauze**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du 8 novembre 2016 nommant M. Guy FITZER secrétaire général de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Guy FITZER, secrétaire général de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 2006 autorisant la cave coopérative des Vignerons du Gerland à procéder à la régularisation de son installation de préparation et de conditionnement de vin et des chais de stockage d'alcool de bouche qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Eauze ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 actualisant l'extension du plan d'épandage des déchets, les prescriptions techniques et le classement administratif des activités exploitées sur le site ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 15 septembre 2017 faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 12 juillet 2017, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier en date du 21 septembre 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées, par courriel en date du 4 octobre 2017, dans le délai qui lui était imparti ;

Vu l'avis de l'inspecteur de la DREAL, en date du 6 octobre 2017, faisant suite aux observations précitées ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 12 juillet 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 ;

Considérant que les non-conformités relevées constituent un manquement au regard des dispositions des articles 6.6.2 (bassins tampons) et 10.1 (clôture) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 ;

Considérant que les non-conformités concernant les articles 6.6.2 et 10.1 sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en termes de santé publique et de sécurité ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Les Vignerons du Gerland de respecter les prescriptions susvisées de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016 afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gers :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société Les Vignerons du Gerland, pour les installations de vinification et de traitement d'effluents aqueux qu'elle exploite route de Nogaro à Eauze, est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes :

- rendre étanche le bassin de 1 500m³ dédié au stockage, avant rejet dans le milieu naturel, des effluents traités conformément aux dispositions de l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016. En l'absence d'étanchéité, ce bassin ne pourra, en aucun cas, être utilisé pour stocker des effluents pollués lors d'un dysfonctionnement de la station d'épuration.

ARTICLE 2 :

La société Les Vignerons du Gerland, pour les installations de vinification et de traitement d'effluents aqueux qu'elle exploite route de Nogaro à Eauze, est mise en demeure, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes :

- clôturer le bassin de 1 500m³ dédié au stockage, avant rejet dans le milieu naturel, des effluents traités afin d'éviter toute intrusion de tiers conformément aux dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mai 2016.

ARTICLE 3 :

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société Les Vignerons du Gerland sise à Eauze et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de PAU, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

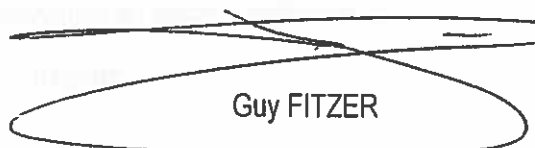
1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général du Gers, Monsieur le sous-préfet de Condom, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée au maire de la commune d'Eauze pour information.

Fait à Auch, le **10 OCT. 2017**
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général


Guy FITZER